

Melun, le 27 mars 2026



Communiqué Comité Social d'Administration Local du 27 mars 2026

Madame la présidente,

Ce vendredi 27 mars, vous convoquez un CSAL avec à l'ordre du jour la situation des emplois 2026.

Depuis 2008, la DGFIP comptabilise 32 596 suppressions d'emplois et la loi de finances 2026 prévoit encore une suppression de 550 emplois.

Pour le 77, la note s'alourdit : plus de 300 emplois supprimés en 10 ans ! 4 nouvelles suppressions s'ajouteront à ce funeste score. Encore des emplois de Seine-et-Marne supprimés au profit de la relocalisation, contre laquelle la CGT Finances Publiques 77 s'est toujours opposée.

Devant la détérioration des conditions de travail des agent(e)s et à la dégradation du service public, il est inenvisageable que la CGT Finances publiques 77 soit associée à ces politiques de destruction.

La CGT finances publiques 77 revendique :

- l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- l'abandon immédiat des suppressions d'emplois 2026 de la Ddfip 77 ;
- pour le département, la réimplantation des emplois supprimés depuis 10 ans et des services supprimés suite au NRP.

De plus, et n'étant jamais à court de stratégie destructrice, la DG nous a dévoilé, le 1er janvier 2026, son tour de passe-passe avec la mise en œuvre de la nouvelle méthode d'allocation des emplois, les équivalents temps plein (ETP) qui remplace le TAGERFIP. Cette nouvelle méthode met fin à « l'emploi chaise » et à toute visibilité sur les postes vacants ou en surnombre !!

Le constat est affligeant : plutôt que de recruter et de titulariser les agent(e)s nécessaires au bon fonctionnement des services, la DG préfère changer l'outil de mesure pour MASQUER l'ampleur des suppressions d'emplois.

La CGT Finances publiques 77 condamne cette nouvelle méthode de répartition des emplois. Toutes les missions de la DGFIP méritent les emplois nécessaires à leur exercice !

Par ailleurs, les agents publics subiront à nouveau, en 2026, comme les deux années précédentes, une année blanche en matière de revalorisation salariale.

Ces raisons suffisent, à notre sens, à boycotter en première convocation ce CSAL « suppression d'emplois/ETP ».

Nous demandons que ce communiqué soit annexé au PV de carence.

Les représentants du personnel CGT Finances Publiques 77